

DONNER UNE COHERENCE A LA GAUCHE ET UN ESPOIR A LA FRANCE

www.fhollande.org

Synthèse

L'enjeu du congrès de Reims est simple : mettre le Parti socialiste en situation d'alternative victorieuse face à Nicolas Sarkozy. Plusieurs conditions doivent être réunies si nous voulons atteindre cet objectif à temps pour gagner, enfin, en 2012.

La première tient à la bataille des idées. Face à la droite qui, depuis maintenant plusieurs années, a engagé une offensive idéologique en imposant ses thèmes et en récupérant les peurs, la gauche doit de nouveau affirmer avec force que la solidarité est le levier de la réussite personnelle et également celui de la cohésion nationale.

La deuxième condition renvoie à la crédibilité de notre projet pour 2012. Nous devons avoir le courage de dire aux Français que tout ne sera pas possible, que des choix devront être faits. Enfin, la cohésion du Parti socialiste et de la gauche constitue la troisième condition du succès en 2012. Nicolas Sarkozy a su fédérer la droite. Face à cette situation nous devons avant tout réformer nos comportements qui donnent trop souvent l'impression d'un manque de lisibilité et conduisent à réduire l'autorité du PS par rapport au rôle des personnalités. La leçon est claire : il faut fédérer la gauche, en tout cas celle qui souhaite gouverner. Toute l'histoire du mouvement socialiste montre que les grandes avancées sociales ont été obtenues lorsque nous étions au pouvoir.

Comme Premier secrétaire, je revendique d'avoir fait prévaloir l'unité au lendemain de 2002 comme la synthèse à la veille des échéances de 2007.

Le congrès de Reims sera une réussite s'il permet de donner de la cohérence au PS sur son projet, sa stratégie et son leadership. C'est là tout l'objet de cette contribution. La question de la présidentielle viendra ensuite, au début 2011 et ne doit pas polluer nos débats. Plutôt que d'écrire un projet d'ensemble, cette contribution repose sur une série d'interrogations majeures pour notre avenir – avec à chaque fois des réponses pour donner une identité claire à la gauche et un espoir à la France.

I. Comment être plus fort dans la mondialisation ?

Depuis six ans, la France décroche. Alors que de 1997 à 2002, notre pays se situait en tête de la croissance européenne, créait des emplois, réduisait sa dette et engrangeait des excédents commerciaux, la situation n'a cessé de se dégrader depuis 2002. Il nous revient donc de proposer un cercle vertueux, celui d'une compétitivité tirée par l'innovation et la qualification. Notre objectif doit être de faire un point de croissance de plus que la moyenne européenne, comme cela a été le cas entre 1997 et 2002. Ce pacte de croissance suppose trois engagements :

1. *Le développement humain.* Le premier devoir des acteurs publics est **d'investir dans la qualification à tous les âges de la vie**, de manière à doter chacun le plus équitablement possible des capacités qui lui permettront de s'orienter, d'accéder à l'emploi et de participer pleinement à la vie sociale.

2. *Le plein emploi.* Notre objectif doit être le travail pour tous. Pour y parvenir, nous proposons notamment le conditionnement des exonérations de cotisations sociales (25 milliards d'euros par an) à la conclusion de négociations sur la politique des salaires, la formation et l'emploi et la mise en place d'une véritable réduction du temps de chômage (RTC). Le soutien aux emplois de services, la création d'un contrat unique d'insertion et l'instauration d'un bilan annuel de l'égalité des chances viendraient compléter le dispositif.

3. *L'innovation.* Les aides à la recherche et au développement doivent être concentrées sur les PME et l'imposition des entreprises devra favoriser l'innovation.

II Comment être plus juste dans la répartition ?

Il est frappant de constater à quel point les inégalités se sont creusées ces dernières années. Aussi doit être proposée une réforme qui harmonise les impositions entre le travail et le capital. Nous proposons donc de mettre en place un véritable impôt citoyen sur le revenu, qui permettrait d'alléger les prélèvements sur les catégories moyennes. Les niches fiscales, parce qu'elles profitent aux plus riches, doivent être plafonnées. Le niveau de vie du ménage doit être pris en compte pour le calcul de la taxe d'habitation et une baisse de la TVA serait mise en place sur les produits de première nécessité.

Au-delà des questions fiscales, nous nous attacherons à revaloriser le salaire, parce que c'est le seul moyen de revaloriser le travail. Dans la même logique, un plafonnement sur les hautes rémunérations serait proposé.

III Comment mener solidairement la transition énergétique ?

La hausse des coûts de l'énergie touchera d'abord les plus modestes. C'est pourquoi nous proposons une action d'envergure dès aujourd'hui : anticiper permettra de limiter les coûts. Un fonds de financement de la mutation énergétique doit être créé ; il permettrait de financer des dépenses telles que l'isolation des logements, le chèque transport pour les salariés, des infrastructures plus respectueuses de l'environnement... L'Europe apparaît également comme un acteur incontournable dans les politiques de protection de l'environnement.

IV Comment combattre la montée de toutes les violences ?

Depuis les années 1990, l'insécurité, loin de refluer s'est durcie. Les actes de violence infligés aux personnes ont presque doublé en 10 ans. Les socialistes ne peuvent accepter cette situation qui, là encore, touche d'abord les plus modestes, les plus fragiles. Il faut avant tout reconnaître que la prévention et la sanction sont l'avant et le revers d'une même pièce et ne peuvent donc pas être opposés l'une à l'autre.

Il convient d'intervenir d'abord à l'école, notamment en établissant un encadrement adulte renforcé dans les établissements les plus difficiles. Une police de quartier, dotée d'éléments d'expérience et de moyens renforcés, doit être mise en place. Enfin, il faut lutter contre la progression silencieuse des violences conjugales, familiales et sexuelles.

V Comment préparer sereinement l'allongement de la vie ?

L'allongement de l'espérance de vie —progrès majeur de civilisation—oblige à prévoir l'avenir des retraites, mais aussi à organiser la vie sociale au-delà de la période d'activité, et à couvrir les aléas —la maladie comme la dépendance. En ce qui concerne les retraites, il est impératif que les critères de pénibilité des métiers et d'espérance de vie soient mieux pris en compte, afin que la retraite ne reproduise pas les inégalités professionnelles. Pour ce faire, des formules de retraites choisies et progressives devront être mises en place. Les ressources devront être augmentées via une révision des exonérations de cotisations sociales patronales à mener en concertation avec les partenaires sociaux. Le fonds de réserve des retraites devra également être abondé notamment par le transfert à son profit des produits des participations de l'Etat dans les entreprises publiques, car il n'est pas juste de dire que l'allongement de la durée de cotisation ou la diminution des pensions constitue le seul moyen de sauver nos retraites.

Avec l'allongement de l'espérance de vie, il importe de veiller au maintien de l'accès aux soins pour tous. Le réseau hospitalier devra forcément être réaménagé à l'échelle du territoire pour conjuguer qualité, sécurité et proximité. Le financement de la santé devra également être renforcé, notamment en taxant les consommations dangereuses ou les conduites à risque.

Enfin, une politique familiale dynamique devra être promue, afin de maintenir le dynamisme de la société, grâce au renouvellement démographique.

VI Comment maîtriser humainement l'immigration ?

La chimère de « l'immigration zéro » a vécu même à droite. Le Parti socialiste doit néanmoins promouvoir une politique d'accueil et d'intégration humaine et efficace (« guichet unique » pour les services destinés aux migrants, droit de vote des étrangers aux élections locales...). Cette orientation va de pair avec une politique de co-développement efficace et respectueuse des pays tiers (le rôle de la société civile, à travers les associations et les collectivités locales, devra être renforcé dans ce domaine).

VII Comment régler démocratiquement la présidentialisation de nos institutions ?

La réforme actuelle ne fait que conforter le Président, sans rehausser le rôle du Parlement. A l'inverse, les socialistes militent pour le renforcement du Parlement, l'introduction de modes de scrutins démocratiques (part de proportionnelle à l'Assemblée, représentation juste des collectivités locales au Sénat) et l'équilibre des pouvoirs (législatif et exécutif). La décentralisation devra bien sûr être approfondie, tout en veillant à ce qu'elle ne crée pas de nouvelles inégalités entre les territoires.

VIII Comment relancer le projet européen ?

Les socialistes français ont besoin de rehausser leur crédibilité européenne. Nous devons reformuler un projet et une ambition pour l'Europe, car personne aujourd'hui ne peut penser

qu'il nous sera possible de relever les défis qui sont devant nous sans une Europe forte et capable de peser sur les grands choix qui vont se faire dans le monde.

Dès lors, nous proposons de faire de la zone euro le noyau dur du projet européen pour définir des objectifs ambitieux en termes de politique économique et de croissance. Nous souhaitons également que l'Europe défende un modèle social qui consiste en une harmonisation par le haut des législations sociales. Enfin, l'Europe doit peser de tout son poids dans les négociations internationales, notamment au sein de l'OMC, en refusant la logique d'ouverture des marchés sans qu'aucune contrepartie sociale ou environnementale ne soit demandée à l'ensemble des acteurs.

IX Comment rendre cohérente la parole socialiste ?

Le Parti socialiste est un parti démocratique et nous en sommes fiers. Le débat y est libre et permanent. Notre diversité est une chance à la double condition de mener les débats nécessaires mais aussi de les clore par une décision qui s'impose à tous. Le Parti socialiste est plus uni que ses responsables ne le laissent paraître.

Le choix du candidat à l'élection présidentielle ne se fera qu'au début de l'année 2011. D'ici là, c'est un travail collectif que nous devons mener sur le projet et sur les modalités du rassemblement de la gauche.

Une conférence militante préparée sur le premier semestre de chaque année transformera l'université d'été de La Rochelle pour en faire un moment de débat, définissant le programme du Parti socialiste pour la rentrée parlementaire et pour l'activité militante. A partir de 2009, le Parti organisera trois grandes conventions nationales sur la politique économique que nous voulons, le modèle social que nous prônons et le changement de modèle de développement que nous revendiquons.

X Comment rassembler la gauche et élargir pour gagner ?

Le Parti socialiste domine électoralement la gauche mais il n'en a pour autant pas le monopole. Il nous faut donc proposer, à la gauche de gouvernement, un rassemblement dans une structure fédérative. C'est dans ce cadre que s'élaborerait le futur contrat de majorité et que s'organiserait la prochaine coalition parlementaire. C'est également là que serait décidée la présentation d'un candidat commun au premier tour de l'élection présidentielle, à partir d'une procédure qui pourrait être élargie aux citoyens eux-mêmes.

Notre stratégie de rassemblement de la gauche exige un Parti socialiste fort qui puisse créer une dynamique de changement. Loin d'être une menace ou une hégémonie pour nos partenaires, il ouvre la voie au succès collectif pour toute la gauche.

Et pourtant, arithmétiquement, la gauche n'est pas majoritaire. Mais l'a-t-elle jamais été ? La visée du nouveau parti destiné à se substituer à la L.C.R n'est pas de participer à une coalition avec nous, mais de mettre en cause, voire en accusation, la gauche de gouvernement.

La gauche réformatrice doit assumer sans complexe son histoire et ses réussites. C'est elle qui a permis, par son action transformatrice, d'obtenir les grandes conquêtes sociales. Et c'est elle, encore, qui peut offrir un débouché à la contestation sociale.

Quant au MoDem, il l'avoue lui-même, il n'est certes pas de droite ; mais il n'est pas de gauche non plus. Sa stratégie est soumise à l'ambition présidentielle de son leader.

Notre démarche doit donc être fondée, là encore, sur la clarté : bâtissons un Parti socialiste solide et solidaire, rassemblons la gauche sur un projet de gouvernement crédible et créons la dynamique qui permettra - comme lors de toutes les grandes victoires de la gauche - d'attirer à nous ceux qui veulent participer au changement espéré.

L'intégralité de la contribution se trouve sur le blog de François Hollande :
www.fhollande.org